

SENATO DELLA REPUBBLICA

————— XIV LEGISLATURA —————

Doc. XII-bis
n. 119

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre-1° dicembre 2004)

—————

Raccomandazione n. 758
sugli schieramenti di forze europee nei Balcani

—————
Annunziata il 27 gennaio 2005
—————

SENATO DELLA REPUBBLICA

XIV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 119

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

SECONDA PARTE DELLA CINQUANTESIMA SESSIONE ORDINARIA
(Parigi, 29 novembre-1° dicembre 2004)

Raccomandazione n. 758
sugli schieramenti di forze europee nei Balcani

Annunziata il 27 gennaio 2005

L'Assemblée,

(i) Considérant que l'instauration de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans les Balkans est essentiellement une responsabilité européenne devant être assumée d'une manière exhaustive;

(ii) Rappelant que l'UE a pris la décision, lors du Sommet de Thessalonique de juin 2003, de s'engager à soutenir le processus de réforme et la coopération internationale dans la région et qu'elle est ouverte à l'adhésion de tous les pays de l'Europe du Sud-Est dès lors que ceux-ci remplissent les critères de Copenhague;

(iii) Consciente que le déploiement de forces militaires dans les Balkans doit rester, dans un avenir prévisible, un élément crucial d'une stratégie générale de l'Alliance pour garantir l'intégration européenne à long terme et la prospérité des Balkans;

(iv) Convaincue que les forces de l'OTAN et de l'UE doivent coordonner leurs responsabilités et leurs rôles dans les Balkans, tout en augmentant progressivement la composante UE et en réduisant celle de l'OTAN, conformément à l'accroissement de l'autorité dont est investie l'UE dans la péninsule balkanique;

(v) Réitérant son engagement en faveur de la participation totale, à terme, de tous les pays des Balkans au partenariat euro-atlantique, et convaincue que le modèle militaire européen de forces armées, sous contrôle civil et démocratique, doit jouer un rôle important dans ce processus;

(vi) Consciente qu'un objectif partagé d'adhésion à l'UE consolide politiquement, grâce au développement économique et aux réformes gouvernementales et judiciaires, la présence intercommunautaire et interétatique dans les Balkans de troupes européennes qui contribuent ainsi à l'instauration de la confiance;

(vii) Insistant pour que le déploiement dans les Balkans de nombreuses forces appartenant à différentes nations européennes, y compris à des Etats en dehors de l'UE et de l'OTAN, reste une priorité majeure en dépit d'autres engagements urgents en Afrique, en Asie du Sud-Ouest et au Moyen-Orient;

(viii) Vigilante face à la possibilité d'une explosion de violence, surtout en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo, dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine et en Serbie-Monténégro, requérant la disponibilité de forces rapidement déployables tant à l'intérieur qu'en dehors de ce théâtre;

(ix) Estimant qu'actuellement, seule la présence de la KFOR, renforcée en termes qualitatifs et quantitatifs, peut garantir la paix au Kosovo, et qu'aucune réduction de ses effectifs ou de ses capacités ne doit être envisagée avant qu'un accord politique présentant des garanties internationales de sécurité n'ait été conclu au plus haut niveau sur le statut du Kosovo;

(x) Appréciant à leur juste valeur les leçons politiques et militaires qui ont déjà été tirées des opérations montées par les forces armées de nombreux pays européens depuis la désintégration de la Fédération yougoslave, notamment pendant la guerre civile en Bosnie-Herzégovine et

dans son sillage, ainsi qu'au Kosovo, et surtout les enseignements du déploiement de forces de l'UE dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine dans le cadre de l'opération Concordia en 2003;

(xi) Se félicitant de la décision prise par le Conseil européen en décembre 2003 de mener l'opération Althea en Bosnie-Herzégovine, représentant une première étape vers la création d'une zone de sécurité européenne dans les Balkans;

(xii) Convaincue que l'efficacité du déploiement de forces européennes dans les Balkans pour maintenir une paix durable s'avérera cruciale pour la crédibilité de la politique de sécurité et de défense de l'UE;

(xiii) Estimant que l'opération Althea est une étape importante et décisive pour le développement des capacités militaires de gestion de crise de l'UE, tant du point de vue des effectifs et des matériels déployés qu'au niveau des structures de commandement et de contrôle de la force;

(xiv) Persuadée que les forces européennes déployées dans les Balkans doivent être assujetties à une chaîne de commandement claire, dotée des effectifs, des équipements, du soutien logistique et des réserves nécessaires, ainsi que de règles adéquates d'engagement;

(xv) Estimant que la bonne application des Accords « Berlin plus » par les deux organisations est indispensable pour développer et renforcer un partenariat stratégique européen de sécurité et de défense entre l'UE et l'Alliance atlantique et pour aider à rétablir l'équilibre dans les relations transatlantiques;

(xvi) S'enorgueillissant de l'engagement soutenu de l'UEO dans les Balkans, allant de la mission de police en Albanie à la succession régulière des rapports présentés par l'Assemblée et des missions effectuées par celle-ci dans la région;

(xvii) Considérant que le soutien des opinions publiques nationales et européennes et de leurs représentants élus est essentiel pour le lancement et la réussite des opérations de gestion de crises civiles et militaires menées par l'UE et/ou l'OTAN, ce qui nécessite de la part des parlements nationaux et des Assemblées interparlementaires compétentes l'exercice d'un contrôle du comportement des gouvernements et des institutions euro-atlantiques.

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'inviter instamment les gouvernements des pays de l'UEO à entretenir des forces substantielles, bien équipées, hautement entraînées et rapidement déployables, tant dans les Balkans qu'en dehors, pour des opérations dans les Balkans nécessitant une disponibilité immédiate;

2. D'encourager l'UE à assumer une responsabilité majeure pour la préservation d'une paix stable en Bosnie-Herzégovine dans le cadre de l'opération Althea, tout en entretenant une liaison efficace avec la présence résiduelle de l'OTAN dans le pays;

3. De faire en sorte que les pays de l'UEO au sein de la KFOR maintiennent des forces puissantes au Kosovo jusqu'à la mise en application d'un règlement politique définitif avec l'accord de toutes les parties, des communautés et des Etats concernés;

4. D'encourager les pays de l'UEO à poursuivre une politique active d'engagement dans la formation de la police en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, au Kosovo et dans l'ancienne République yougoslave de Macédoine, et de prévoir la présence additionnelle d'une gendarmerie européenne dans les régions où prédominent le crime organisé et une violence larvée;

5. De faire en sorte que les pays de l'UEO agissent pour garantir une participation totale du personnel militaire européen au programme de Partenariat pour la paix de l'OTAN afin d'inculquer des

normes et procédures opérationnelles communes aux forces armées dans les Etats des Balkans;

6. D'encourager les pays de l'UEO à développer des arrangements flexibles pour leurs forces afin de répondre aux besoins locaux, allant des forces interarmées européennes aux groupements tactiques et aux équipes de liaison et d'observation locales, en vue de coopérer plus étroitement au sein des communautés;

7. De continuer à promouvoir la coopération et la coordination entre les pays de l'UEO afin de garantir la disponibilité d'états-majors mobiles, de nations-cadres et de réserves suffisantes, prêtes à se déployer à courte échéance, tant vers le théâtre qu'à l'intérieur même du théâtre, pour juguler toute explosion de violence par des interventions rapides;

8. D'utiliser les Accords « Berlin plus » pour combler les lacunes en capacités et équipements militaires qui, dans l'attente de la réalisation de l'Objectif global 2010, restent des domaines d'insuffisance militaire dans les forces européennes;

9. De faire en sorte de tenir à disposition la puissance maritime et aérienne nécessaire à des actions drastiques de pacification qui pourraient se révéler indispensables au cas où une grave flambée de violence dégènerait en conflit militaire ouvert;

10. D'encourager les pays de l'UEO à instiller à tous les niveaux de commandement la conscience de la nécessité d'une interaction entre les moteurs politiques, économiques et sociaux du maintien de la paix dans les Balkans, afin que l'Europe parvienne enfin à une « pax balcanica » durable;

11. De maintenir l'Assemblée informée des développements européens et euro-atlantiques en matière de capacités militaires de gestion de crise, auxquels tous les Etats de l'UEO devraient être encouragés à participer pleinement.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 758
sugli schieramenti di forze europee nei Balcani**

L'Assemblea,

(i) Considerando che la realizzazione della pace, della sicurezza e della stabilità nei Balcani costituisce una responsabilità prevalentemente europea che deve essere assunta in modo esaustivo;

(ii) Ricordando che, in occasione del Vertice di Salonicco del giugno 2003, l'UE ha deciso di impegnarsi a sostegno del processo di riforma e della cooperazione internazionale nella regione e che l'UE è aperta all'adesione di tutti i Paesi dell'Europa sud orientale a condizione che essi soddisfino i criteri di Copenhagen;

(iii) Consapevole del fatto che lo schieramento di forze militari nei Balcani deve permanere, in un futuro prevedibile, un elemento cruciale di una strategia generale dell'Alleanza al fine di garantire nel lungo periodo l'integrazione europea e la prosperità dei Balcani;

(iv) Convinta del fatto che le forze della NATO e dell'Ue debbano coordinare le loro responsabilità e i loro ruoli nei Balcani, aumentando progressivamente la presenza dell'Ue e riducendo quella della NATO in modo direttamente proporzionale all'intensificarsi dell'autorità dell'Ue nella penisola balcanica;

(v) Ribadendo il suo impegno a favore della partecipazione totale, a termine, di tutti i paesi dei Balcani al partenariato

euro-atlantico, e convinta che il modello militare europeo di forze armate, sottoposte a controllo civile e democratico, debba svolgere un ruolo importante in detto processo;

(vi) Consucia del fatto che un obiettivo condiviso di adesione all'Ue possa consolidare politicamente, grazie allo sviluppo economico e alle riforme governative e giudiziarie, la presenza intercomunitaria e interstatale nei Balcani di truppe europee che contribuiscano in tal modo all'instaurarsi di un clima di fiducia;

(vii) Insistendo affinché lo schieramento nei Balcani di numerose forze appartenenti a diverse nazioni europee, nonché a Stati esterni all'Ue e alla NATO, resti una priorità importante malgrado il sussistere di altri impegni urgenti in Africa, nel Sud-est asiatico, e in Medio Oriente;

(viii) Sollecita dinanzi all'eventualità di un'esplosione di violenza, soprattutto in Bosnia-Erzegovina, in Kosovo, nell'Ex Repubblica iugoslava di Macedonia, e in Serbia-Montenegro, che richieda la possibilità di forze di schieramento rapido, sia all'interno che all'esterno di questo teatro di operazioni;

(ix) Nel ritenere che, attualmente, solo la presenza della KFOR, rafforzata in termini qualitativi e quantitativi, possa garantire la pace nel Kosovo, e che non si

debba prevedere nessuna riduzione dei suoi effettivi o delle sue capacità prima del raggiungimento al massimo livello di un accordo politico sullo statuto del Kosovo che presenti garanzie internazionali di sicurezza;

(x) Apprezzando nel loro giusto valore le lezioni politiche e militari che sono già state tratte dalle operazioni gestite dalle forze armate di numerosi paesi europei a partire dallo scioglimento della Federazione jugoslava, soprattutto durante la guerra civile in Bosnia-Erzegovina e nella scia di questa, così come in Kosovo, e soprattutto gli insegnamenti ricavabili dallo schieramento di forze Ue nell'Ex Repubblica jugoslava di Macedonia nell'ambito dell'operazione Concordia nel 2003;

(xi) Nel congratularsi per la decisione adottata dal Consiglio europeo nel dicembre 2003 di condurre l'operazione Althea in Bosnia-Erzegovina, prima tappa verso la creazione di una zona di sicurezza europea nei Balcani;

(xii) Convinta che l'efficacia dello schieramento di forze europee nei Balcani in vista del mantenimento di una pace duratura si rivelerà di importanza cruciale per la credibilità della politica di sicurezza e di difesa dell'UE;

(xiii) Ritenendo che l'operazione Althea costituisca una tappa importante e decisiva per lo sviluppo delle capacità militari dell'Ue di gestione delle crisi, sia dal punto di vista degli effettivi e dei materiali schierati sia al livello delle strutture di controllo e di comando della forza;

(xiv) Persuasa del fatto che le forze europee schierate nei Balcani debbano essere sottoposte ad una catena di comando chiara, dotata di effettivi, di materiali, di supporto logistico e delle riserve necessarie, nonché di regole di arruolamento adeguate;

(xv) Ritenendo che un'applicazione corretta degli Accordi « Berlino plus » da parte delle due organizzazioni sia indispensabile per lo sviluppo e il rafforzamento di un partenariato strategico europeo di sicurezza e di difesa tra l'Ue e l'Alleanza atlantica e per aiutare a ristabilire l'equilibrio nelle relazioni transatlantiche;

(xvi) Orgogliosa dell'impegno sostenuto dall'UEO nei Balcani, dalla missione di polizia in Albania alla regolarità con cui l'Assemblea ha presentato relazioni sulla regione ed effettuato missioni nell'area;

(xvii) Ritenendo che il sostegno delle opinioni pubbliche nazionali ed europee e dei loro rappresentanti eletti sia essenziale per l'avvio e per il successo delle operazioni di gestione delle crisi civili e militari condotte dall'Ue e/o dalla NATO, e che ciò richieda, da parte dei parlamenti nazionali e delle Assemblee interparlamentari competenti, l'esercizio di un controllo sulle azioni dei governi e delle istituzioni euroatlantiche.

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. D'invitare insistentemente i governi dell'UEO a mantenere forze sostanziali, ben equipaggiate, altamente addestrate e rapidamente schierabili, sia nei Balcani sia al di fuori, per operazioni nei Balcani che necessitano di una disponibilità immediata;

2. Di incoraggiare l'Ue ad assumersi una responsabilità maggiore per la preservazione di una pace stabile in Bosnia-Erzegovina nell'ambito dell'operazione Althea mantenendo al tempo stesso un legame efficace con la presenza residua della NATO nel paese;

3. Di fare in modo che i paesi dell'UEO presenti nella KFOR mantengano in Kosovo forze potenti fino all'applicazione di un accordo politico definitivo con l'accordo di tutte le parti, comunità e Stati interessati;

4. Di incoraggiare i paesi dell'UEO a perseguire una politica attiva di impegno nella formazione della polizia in Albania, in Bosnia-Erzegovina, nel Kosovo e nell'Ex Repubblica iugoslava di Macedonia, e di prevedere la presenza aggiuntiva di una gendarmeria europea nelle regioni dove imperversa la criminalità organizzata e dove persiste un clima di violenza latente;

5. Di fare in modo che i paesi dell'UEO agiscano per garantire una partecipazione totale del personale militare europeo al programma di Partenariato per la pace della NATO al fine di trasmettere e insegnare norme e procedure operative comuni alle forze armate negli Stati dei Balcani;

6. Di incoraggiare i paesi dell'UEO a sviluppare accordi flessibili per le loro forze finalizzati a rispondere alle necessità locali, che vadano dalle forze interarmate europee ai raggruppamenti tattici, alle squadre di collegamento e di osservazione locali, al fine di cooperare in modo più stretto all'interno delle comunità;

7. Di continuare a promuovere la cooperazione e il coordinamento tra i paesi dell'UEO al fine di garantire la disponibilità di stati maggiori mobili, di « nazioni-quadro » e di riserve sufficienti, pronte ad

essere schierate nel breve termine, sia verso il teatro che all'interno del teatro, per soffocare qualsiasi esplosione di violenza per mezzo di interventi rapidi;

8. Di utilizzare gli Accordi « Berlino plus » per colmare le lacune in capacità e materiali militari che, nell'attesa della realizzazione dell'Obiettivo globale 2010, sono ancora settori di insufficienza militare nell'ambito delle forze europee;

9. Di fare in modo che sia disponibile la potenza marittima ed aerea necessaria a condurre operazioni drastiche di pacificazione che potrebbero rivelarsi indispensabili nel caso in cui una grave ondata di violenza degenerasse in conflitto aperto;

10. Di incoraggiare i paesi dell'UEO ad instillare a tutti i livelli di comando la coscienza della necessità di un'interazione tra i motori politici, economici e sociali del mantenimento della pace nei Balcani, affinché l'Europa possa giungere infine ad una « pax balcanica » duratura;

11. Di mantenere informata l'Assemblea circa gli sviluppi europei ed euro-atlantici in materia di capacità militari di gestione delle crisi, cui tutti gli Stati dell'UEO dovrebbero essere incoraggiati a partecipare a pieno titolo.